

Trois questions à...Pierre-Claver Maganga Moussavou

"C'est un sentiment de lourdes responsabilités qui m'anime !"

J-C.A

Libreville/Gabon

Pour le nouveau vice-président de la République, ses missions premières consistent à remplir correctement les charges qui lui seront confiées en faisant des propositions concrètes au chef de l'État et à chercher des solutions, afin d'améliorer le quotidien des populations de plus en plus précarisées.

L'Union. Vous venez d'être nommé vice-président de la République à l'issue du Dialogue d'Angondjé, alors que l'opinion spéculait beaucoup autour de la personnalité à qui devait échoir cette fonction. Quel sentiment vous inspire cette promotion ?

Pierre-Claver Maganga Moussavou : C'est un sentiment de lourdes responsabilités qui m'anime car, je devrai me tenir avec droiture aux côtés du chef de l'Etat dont la mission est de conduire aux destinées du pays et d'unir les populations, afin qu'elles se mettent au travail et regardent dans la même direction. J'en profite pour le remercier de la confiance qu'il a bien voulu placer en moi. Mes remerciements vont également à l'endroit de tous ceux qui m'ont apporté et continuent de m'apporter leur soutien. J'ose espérer être à la hauteur pour l'aider dans les missions qui sont les siennes de conduire ce pays vers plus de prospérité et de bonheur pour ses populations, afin qu'elles se sentent heureuses d'appartenir à une même nation, l'aimer et la défendre. J'ai conscience que la mission ne sera pas facile. Mais, c'est un sacerdoce et je compte la remplir avec abnégation.

Vous allez occuper une fonction qui n'était plus active



Photo : Benjamin PENDI, Benjamin PENDI

Le nouveau Vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou.

depuis plus de sept ans. Allez-vous suivre les traces de votre prédécesseur en intégrant la Majorité ou demeurerez-vous dans l'opposition ?

- La question ne se pose pas. Nous sortons d'un Dialogue où nous avons fait se rencontrer l'Opposition et la Majorité. Le chef de l'État a donc voulu intégrer l'opposition pour montrer qu'il est au-dessus de la mêlée. Ma préoccupation ne sera pas de savoir si je dois réagir comme opposant, mais

simplement de remplir correctement les obligations qu'il me confiera. Mon unique préoccupation est la situation du pays et de savoir si je vais réussir aux côtés du chef de l'État à mieux servir le peuple. L'opinion de mes camarades de l'opposition et les frictions personnelles n'auront pas droit de cité dans le cadre de mes missions. Les Gabonais espèrent que ma présence aux côtés du président de la République permettra de trouver des solutions aux maux qui freinent leur bien-être. Mon souci principal est de voir les gens heureux et non malheureux. C'est dans ce sens que je reste préoccupé par la question de la décentralisation qui permettra au pays, aujourd'hui extraverti, de se tourner vers l'hinterland et amorcer son développement. Je suis pour qu'on accorde plus de pouvoir à l'intérieur du pays. Nos oppositions naissent souvent de conflit d'opinions et d'intérêts et non de programme. Mon opposition à moi est toujours liée à la manière dont on sert les populations.

Comment comptez-vous arriver à ces résultats, alors que vous n'aurez manifestement pas les pleins pouvoirs ?

- Lorsque j'étais en charge de la Refondation, j'intervenais dans tous les dossiers. Dans le cadre des missions républicaines, on doit aider le chef de l'État en lui faisant des propositions concrètes. On doit se rendre disponible. Dans la même veine, on peut aller voir un membre du gouvernement afin de voir comment il s'y prend dans ses missions, voir ce qu'il entreprend comme projet pour susciter l'emploi. On peut convier le président de la République à visiter certaines structures afin qu'il fasse son appréciation personnelle, etc. C'est à cela que je vais m'atteler. Je lui ferai des propositions afin de faire avancer le pays. L'élection est terminée, l'heure est désormais au travail. Les Gabonais doivent ouvrir leurs cœurs et regarder vers l'avenir.

Au lendemain de la composition du gouvernement

Les réactions contrastées

SM

Libreville/Gabon

Guy Christian Mavioga : "C'est au pied du mur que l'on juge le maçon"

DANS tous les pays du monde, un gouvernement est bon pour ceux qui y trouvent leur compte et mauvais pour ceux qui ne se reconnaissent pas en lui. Ceci dit, le BDC dont je suis le secrétaire exécutif tient à présenter au Premier ministre et à l'ensemble des compatriotes ayant été retenus pour composer la nouvelle équipe gouvernementale, ses chaleureuses félicitations tout en leur rappelant qu'un ministre est avant tout au service de la nation entière et non d'une ethnie, d'une province ou d'un parti politique. Et comme l'a déclaré le chef de l'État dans son adresse à la nation le 16 août dernier, "il n'y a pas un Gabon de la Majorité et un Gabon de l'Opposition...".

Toutefois, nous tenons à rappeler que la démocratie que nous appelons de tous nos vœux doit avoir pour base la loi. Or, nous constatons pour le déplorer, la nomination du président du Conseil national de la Démocratie (CND) par décret du président de la République alors qu'en l'état actuel des règles régissant cette institution, le président de l'institution doit être élu par ses pairs de même que son vice-président et les autres membres du bureau de manière paritaire (Majorité/Opposition). Sauf à croire que lesdites dispositions ont subi une modification.

Y avait-il urgence à faire nommer le président du CND par décret en violation flagrante des dispositions actuelles ? N'est ce pas là encore la preuve que le chef de l'État doit se méfier de son entourage ? Pour le bien du pays et de la Majorité, nous devons être francs avec le chef de l'État. Tout en réaffirmant nos félicitations à la nouvelle équipe gouvernementale, nous leur accordons le bénéfice du doute car, cette équipe ne doit pas être jugée du fait des personnes qui la composent mais à sa capacité à répondre dans les meilleurs délais aux besoins et attentes des Gabonais. C'est au pied du mur que l'on juge le maçon.

De même que nous constatons avec regret, non seulement que ce gouvernement reflète une autre forme de "Mogabo" qui avait pourtant été décrié en son temps, mais également la portion congrue réservée à la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence avec un seul ministre délégué. S'il est vrai que tous les amis du roi ne sont pas à la cour, il est cependant, aussi vrai que l'égalité des chances à tous les niveaux devrait être notre bréviaire pour une bonne cohésion nationale.



Photo : SM

Guy Christian Mavioga, Porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

Bonaventure Nzigou Manfoumbi : "Nous ne nous reconnaissons pas dans ce gouvernement"

Ce que je pourrais dire d'emblée, c'est que la nouvelle équipe gouvernementale n'est pas un gouvernement des accords d'Angondjé. C'est simplement un gouvernement d'une politique suicidaire qui a été mise en place. Car, on ne peut comprendre que l'on retrouve dans cette nouvelle équipe des personnes qui n'ont rien à voir avec les assises d'Angondjé, s'agissant de l'opposition bien entendu.

C'est dire ici que nous ne nous reconnaissons pas dans ce gouvernement. Car, nous avons pris une part active à ce Dialogue où, j'ai été le covice-président de l'opposition. Et nous constatons qu'il s'agit là d'un gouvernement du Parti démocratique gabonais, élargi aux membres d'une certaine famille. Nous ne pouvons pas, en tant que républicains et personnalités politiques qui se veulent sérieuses, se reconnaître dans un gouvernement qui a été taillé à la mesure des ambitions personnelles. Cette façon de faire ne peut nullement donner espoir au peuple gabonais. Le fait d'avoir nommé à des hautes responsabilités un certain nombre de dignitaires issus de l'Opposition n'explique rien. Encore que ces derniers ne sont pas nos dignes représentants. Nous ne



Photo : SM

Le président de l'ANO, Bonaventure Nzigou Manfoumbi.

les avons jamais mandatés d'aller assumer les fonctions de vice-président de la République ou président du Conseil économique et social.

De même, nous constatons d'ailleurs une entorse très grave au respect des textes dans notre pays. Le président du CND a été nommé par le président de la République alors qu'il avait été élu et que son mandat court encore. La loi qui porte organisation de cette institution dit clairement que le président du CND est élu, or cette loi vient d'être violée par un simple décret. Toute chose que nous dénonçons.

De plus, lorsqu'on observe ce gouvernement, quel est l'objectif que le président et le chef du gouvernement assignent à cette équipe ? Est-ce la relance économique de notre pays ? J'en doute, dès lors que dans ce gouvernement, il y a des personnalités qui sont entachées, mêlées dans un certain nombre d'affaires, même s'il existe la présomption d'innocence.

Dans tous les cas, nous, partis de l'Alliance pour la nouvelle opposition (ANO), donnerons, le moment venu, notre position pour apporter une réponse à ce gouvernement qui a été mis en place de manière abracadabrante et non conforme aux aspirations du peuple.